



# BRÈVES ÉCONOMIQUES DES PAYS NORDIQUES

UNE PUBLICATION DU SERVICE ÉCONOMIQUE RÉGIONAL

DE STOCKHOLM

N° 3 – 9 avril 2021

## Pays nordiques

|  | France     | Suède     | Danemark | Norvège  | Finlande  | Islande  |
|--|------------|-----------|----------|----------|-----------|----------|
| Nombre de contaminations   | 4 841 308  | 849 629   | 234 931  | 100 674  | 80 416    | 6 241    |
| Taux de contamination (pour 100 000 habitants)                   | 7 224,44   | 8 305,11  | 4 046,98 | 1 889,46 | 1 457,37  | 1 748,18 |
| Nombre de décès  | 97 722     | 13 595    | 2 435    | 683      | 862       | 29       |
| Taux de décès (pour 100 000 habitants)                           | 145,8      | 132,9     | 41,9     | 12,8     | 15,6%     | 8,1      |
| Nombre de personnes ayant reçu au moins une dose de vaccin       | 10 000 000 | 1 307 614 | 821 579  | 722 648  | 1 028 848 | 50 259   |
| Part de la population ayant reçu au moins une dose de vaccin (%) | 14,9%      | 12,8%     | 14,2%    | 13,6%    | 18,6%     | 14,1%    |

Chiffres du 8 avril 2021 - Sources : Eurostat, Worldometers, Agences nationales de Santé

**Euronext Growth signe un trimestre record d'introductions en bourse dans la zone nordique.** 36 introductions en bourse ont été enregistrées dans la zone nordique au T1 2021, un niveau qui n'a pas été atteint depuis le début des années 2000. Alors que les T1 sont traditionnellement des périodes moins intenses (5 introductions en moyenne ces 20 dernières années) et en dépit de la crise sanitaire, les bourses nordiques se portent bien et de nombreuses entreprises veulent profiter de ce climat particulièrement favorable. Sur les 36 introductions boursières enregistrées, 22 ont été opérées via la plateforme norvégienne Euronext Growth, dont les conditions sont relativement moins exigeantes qu'à Stockholm. Deux banques d'investissements se distinguent : le suédois Carnegie (20% du volume des transactions) et le norvégien ABG Sundal Collier (19%). Les grandes banques de la zone ne sont, dans l'ensemble, pas bien positionnées par rapports aux acteurs spécialisés. Seule la banque suédoise SEB prend une place sur le podium, alors que les autres banques régionales (Danske bank, DNB, Handelsbanken, Nordea, Swedbank...) sont moins bien classées. L'appétit pour les introductions en bourse est, sans doute, aussi à l'origine du net renforcement de la présence de la banque d'affaires américaine Goldman Sachs qui va recruter pas moins de 70 personnes pour renforcer ses équipes danoises et suédoises.

## Danemark

**De plus en plus de Danois payent des taux d'intérêt négatifs sur leurs dépôts en banque** selon une étude de la banque nationale danoise. En 2020, ces taux négatifs ont concerné un montant de plus de 136 Mds DKK (18,3 Mds€). Depuis que Jyske Bank a été la première banque au Danemark à introduire des taux d'intérêt négatifs à l'été 2020, presque toutes les banques lui ont emboîté le pas, instaurant pour la plupart, un montant plancher de 100 000 DKK (13 500€), au-delà duquel il faut payer un taux d'intérêt négatif. Cette situation concernerait environ 34% de la population danoise.

**En partenariat avec le Fonds européen d'investissement, la banque danoise Nordea vient de lever un fonds de "trésor de guerre" de 7,4 Mds DKK (1 Md€).** Il permettra d'accorder des prêts à des prix avantageux aux petites et moyennes entreprises en difficultés. Ces prêts pourront également s'adresser, et servir d'accélérateur, aux stars-ups en croissance. Le Fonds européen d'investissement couvrira 70% des prêts contractés, tandis que Nordea prendra à sa charge le reste. Les entreprises pourront emprunter jusqu'à 75 M DKK (et au minimum 750 000 DKK, soit 100 000€), avec une durée des prêts allant de trois mois à six ans.

**Un accord d'1,2 Md DKK (162 M€) en cours dans le secteur bancaire danois.** La banque danoise Arbejdernes Landsbank (6<sup>ème</sup> plus grande banque du pays) a conclu des accords avec le fonds AP Pension et la banque Nykredit pour acheter leurs deux importantes participations dans Vestjysk Bank (13<sup>ème</sup>). Alors qu'Arbejdernes Landsbank détient actuellement 32,4% de Vestjysk Bank, elle pourrait à terme prendre le contrôle total de la banque. L'achat est encore soumis à approbation, mais si les autorités danoises de surveillance financière et

de la concurrence donnent leur feu vert, Arbejdernes Landsbank deviendra propriétaire de près de 61% de Vestjysk Bank d'ici la fin du mois de mai.

**Le nombre de signalements de délits économiques (fraudes, blanchiment d'argent) a fortement augmenté ces dix dernières années.** C'est ce que révèle le dernier rapport de l'association professionnelle des auditeurs ; dont le directeur qualifie cette croissance d' « explosive ». Le nombre de condamnations dans des affaires de criminalité économique a été multiplié par cinq entre 2009 et 2016. Face à ce constat, le ministre des Impôts, Morten Bødskov, indique que la future réforme du contrôle fiscal (modernisation de l'Agence fiscale et recrutement de 750 agents de contrôle supplémentaires entre 2021 à 2024) devrait être un premier élément de réponse à ce défi.

**Un rapport de la police révèle que les criminels recherchent de nouvelles plateformes pour blanchir le produit de leur activité.** C'est par exemple le cas des néobanques (banques numériques en ligne), qui peuvent être utilisées à des fins de blanchiment d'argent. Ce rapport cite notamment Revolut, Paysera et Transferwise, qui font l'objet d'opérations suspectes d'une valeur de plusieurs centaines de millions de couronnes. Or, ces banques enregistrées à l'étranger ne sont pas soumises à l'Autorité danoise de surveillance financière. En réaction, le PDG de Paysera a déclaré que la néobanque a coopéré étroitement avec les autorités danoises dans le cadre d'enquêtes de fraude fiscale parmi ses clients danois. Revolut prétend quant à elle avoir un meilleur contrôle du blanchiment d'argent que les banques classiques.

## Finlande

**L'industrie de la technologie sort partiellement du modèle de négociation par conventions collectives.** L'industrie de la technologie (*Teknologiategollisuus*), l'une des principales organisations syndicales d'employeurs, a décidé de sortir partiellement de la négociation collective. Elle va créer une nouvelle organisation d'employeurs qui continuera à participer aux négociations par convention collective, tandis que l'industrie de la technologie elle-même en sortira. Les membres pourront donc choisir de participer ou non aux négociations par convention collective via la nouvelle organisation. L'an dernier, l'industrie forestière avait déjà fait le choix d'un changement de modèle au profit de négociations au sein de l'entreprise. Ces changements s'opèrent dans un pays où les deux tiers des salariés du secteur privé et la totalité des emplois du secteur public sont couverts par des conventions collectives. Des réflexions en cours actuellement pourraient progressivement faire évoluer ce modèle au nom de l'emploi et de la compétitivité.

**Une étude révèle les entreprises qui ont le plus contribué à la création de valeur ajoutée en Finlande.** Selon une étude de l'Institut de recherche économique Etila, le groupe bancaire OP, l'entreprise énergétique Neste et la banque Nordea ont le plus contribué à la création de valeur ajoutée en Finlande en 2019, avec respectivement 1,68 Mds€, 1,53 Mds€ et 1,51 Mds€. Parmi les autres entreprises du top 10, on retrouve des grands groupes de l'industrie du bois-papier (UPM, Metsä Group, Stora Enso), l'entreprise Kesko (grande distribution) ou encore Elisa (télécommunications). En dix ans, le principal changement concerne Nokia. Alors qu'elle figurait en tête de ce classement en 2008, Nokia n'apparaît plus dans le top 10 en 2019. Sa contribution est passée de 2,8% du PIB en 2008 à 0,2% en 2019.

## Islande

**Fitch Ratings confirme le « A- ».** Fin mars, l'agence d'évaluation de la dette Fitch Ratings a confirmé la notation de l'Islande : un A avec perspective négative. Si le pays s'en tire bien grâce à un fort revenu par habitant, une excellente gouvernance et de bons résultats en termes de développement humain, son économie reste fragilisée par sa petite taille et son manque de diversité, ainsi que par les conséquences de la crise sanitaire sur le tourisme et l'exportation de matières premières.

## Norvège

**Renforcement de l'économie de la donnée de la Norvège.** Vendredi dernier, le Gouvernement a présenté le premier livre blanc sur l'innovation et l'économie basées sur les données. L'objectif est de créer des revenus et des emplois à partir de bases de données. Un rapport conduit par Menon Economics indique que cette industrie a représenté une création de valeur de 150 Mds NOK (15 Mds€) en 2020, un chiffre qui pourrait être multiplié par deux d'ici 2030. « *L'UE constitue notre outil principal afin d'assurer l'accès aux données et à la transparence, et dans la lutte contre les monopoles* » a déclaré la ministre du Numérique, Linda Holstad Helleland. Selon elle, l'Europe semble trop faible sur ce sujet face aux États-Unis et la Chine. Elle explique que la Norvège possède des bases de données de très haute qualité, dans le secteur de la santé entre autres. « *Il faut que l'État investisse largement dans l'UE et dans l'infrastructure numérique* », a-t-elle déclaré.

**Panama Papers.** Cela fait cinq ans cette semaine que le scandale des Panama Papers a éclaté. Les noms de 200 Norvégiens ont été identifiés sur la liste des clients du cabinet d'avocats impliqué dans l'affaire et 83 cas de fraude ont été traités par le fisc en Norvège, dont 20 ont eu des conséquences financières. Au

total, 283 M NOK (28 M€) seront remboursés à l'État norvégien. Le fisc explique dans un article dans *Aftenposten* que cinq procédures sont toujours en cours, étant « *plus grandes et plus complexes* » car dépendantes des informations transmises par d'autres pays. L'affaire des Panama Papers a eu un effet catalyseur pour une coopération renforcée et plus transparente entre les autorités fiscales nationales, observe la Directrice fiscale norvégienne, Nina Schanke Funnemark.

**Svalbard.** L'entreprise publique Store Norske, gestionnaire historique des mines du Svalbard, va acheter les bâtiments de l'opérateur touristique Hurtigruten sur l'archipel pour une valeur de 690 M NOK (68 M€) avec le soutien financier du ministère du Commerce et de l'Industrie. Les propriétés seront progressivement cédées à Hurtigruten pendant une période de 30 ans. Njord Wegge, chercheur à l'Académie militaire, y voit une avancée stratégique de la Norvège pour protéger ses intérêts au Svalbard. Selon lui, il est important de se positionner dans l'Arctique, car il y existe « *une rivalité croissante en dehors de ce qui est militaire* ». Pour mémoire, les autorités norvégiennes ont acheté les 217 km<sup>2</sup> d'Austre Adventfjord. Selon la rumeur, des investisseurs chinois auraient proposé 1 Md NOK (99 M€) pour ce territoire.

**Fonds pétrolier en Birmanie.** Des investissements du Fonds pétrolier ont été retrouvés dans une société indienne liée au régime militaire de Birmanie, selon le journal économique E24. Il s'agit du groupe indien Adani dans lequel le fonds souverain détient actuellement des actions et des titres à revenu fixe dans la filiale Adani Ports & Special Economic Zone Ltd pour près d'1,4 Md NOK (139 M€). Des ONGs estiment dans un rapport récent qu'Adani Ports, par le biais d'un accord de construction, d'exploitation et de transfert avec le Myanmar Economic Corporation, finance directement les forces militaires birmanes. L'attachée de presse du Fonds pétrolier, Line Aaltvedt, explique être au courant de l'affaire. « *Nous définissons clairement les attentes aux entreprises dans lesquelles nous investissons et nous attendons*

*des entreprises qu'elles respectent les droits de l'Homme* » rappelle-t-elle. La présidente de l'ONG « *Fremtiden i våre hender* » (« *Le futur entre nos mains* »), Anja Bakken Riise, a déclaré que l'ONU avait précédemment recommandé l'isolement économique de la junte birmane. « *Il est hors de question que nos économies communes servent à financer une armée qui abuse de son pouvoir de la manière la plus brutale* », précise-t-elle.

## Suède

### Bilan des entreprises d'État en 2020.

Si une majorité des entreprises d'État suédoises ont connu une reprise de leur activité au deuxième semestre 2020, le bilan pour 2020 reste contrasté et fortement impacté par la crise sanitaire. En effet, le résultat net de ces entreprises s'est effondré de 38% par rapport à 2019, en atteignant 28,8 Mds SEK (2,88 Mds€), alors que le chiffre d'affaires cumulé a progressé de 2% pour atteindre 362 Mds SEK (36,2 Mds€). La forte diminution du bénéfice s'explique par l'effondrement des activités de Swedavia (entreprise responsable de la gestion des 10 premiers aéroports du pays), de la compagnie aérienne SAS, mais aussi d'une baisse des bénéfices de l'opérateur de téléphonie Telia et du fournisseur d'électricité Vattenfall. En dépit d'une situation globalement morose, les dividendes versées à l'État ont atteint 21,5 Mds SEK (2,15 Mds€), presque 3 Mds SEK (300 M€) de plus qu'en 2019, en raison notamment d'une distribution particulièrement généreuse du minier LKAB et de Svenska Spel, la suédoise des jeux. Enfin, la valeur boursière des deux entreprises cotées à la Bourse de Stockholm Telia et SAS a diminué de 12% et ne représente désormais que 57,7 Mds SEK (5,77 Mds€).

### H&M fait l'objet d'une campagne de boycott en Chine.

Le groupe (2<sup>ème</sup> groupe mondial de prêt-à-porter en 2020) a renoncé à s'approvisionner en coton du Xinjiang après s'être publiquement inquiété du sort réservé à la

minorité ouïgoure. Depuis le 24 mars, les produits H&M ont disparu des plateformes d'e-commerce chinoises, l'application H&M n'apparaît plus dans les app stores des smartphones Huawei, Xiaomi, Oppo, et les 505 enseignes de la marque en Chine ne sont plus référencées sur Baidu Maps. Ce boycott ne devrait affecter que modérément les ventes globales d'H&M, qui ne réalisait que 5,2% de son CA en Chine en 2020 (la Chine est depuis plusieurs années le 4ème ou 5ème marché d'H&M après l'Allemagne, les États-Unis, le Royaume-Uni et la France). D'autres entreprises suédoises pourraient être la cible de ce boycott, notamment IKEA, Essity, Babybjörn ou Ahlens, toutes membres de la « Better Cotton Initiative (BCI) », qui avait également suspendu son approbation du coton du Xinjiang en octobre 2020.

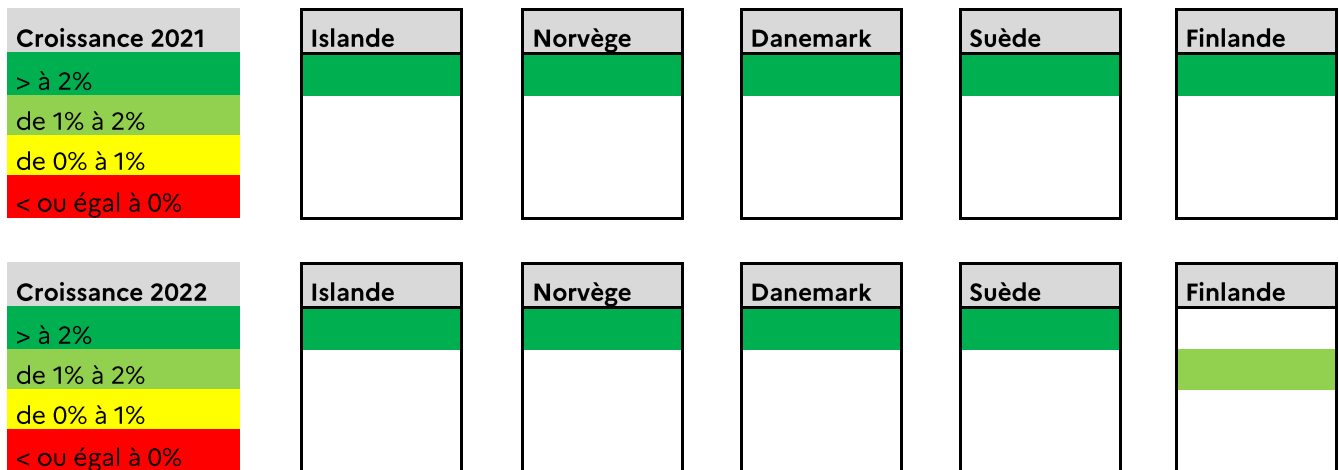
**Tecalemit Aerospace reprend l'usine de Sandvik dans le Cher.** L'usine de production de pièces aéronautiques de Sandvik à Charost dans le Cher est finalement reprise par le groupe familial français Tecalemit Aerospace, qui développe et produit des canalisations pour le secteur aérospatial et qui est déjà implanté à Lyon, Luceau, Toulouse, Blois et Casablanca. La reprise de l'activité de Sandvik dans le Cher permettra de garantir l'emploi des 51 salariés de ce site.

**EQT serait sur le point de racheter le laboratoire français Cerba Healthcare.** EQT, première compagnie de capital investissement suédoise, entre en

négociation exclusive pour une reprise du laboratoire français Cerba Helthcare, acteur de référence du diagnostic et du dépistage médical. Ce dernier est présent, avec ses 8 500 collaborateurs, sur 5 continents et peut surtout compter sur de solides positions en Europe et en Afrique. La valeur de la transaction est estimée à 4,5 Mds€. Cette acquisition reconfirme l'intérêt croissant d'EQT pour la France après l'ouverture d'un bureau à Paris (2019) et le rachat de La Saur (distribution d'eau) en 2018.

**Volvo Cars soigne son image d'employeur égalitaire et attractif en proposant un congé parental de 6 mois à ses employés.** Le constructeur automobile d'origine suédoise, contrôlé par le chinois Zhejiang Geely Holding Group depuis 2010, propose désormais à ses 40 000 salariés dans le monde un congé parental de 6 mois indemnisé à hauteur de 80% de leur salaire et qui pourra être pris comme ils le souhaitent au cours des trois premières années de l'enfant. Cette mesure est proposée aux employés ayant au moins un an d'ancienneté et s'inspire de la politique de congé parental suédoise, l'une des plus généreuses au monde. Volvo Cars n'est pas le premier groupe « suédois » à vouloir capitaliser sur l'image d'un employeur souhaitant promouvoir une politique de ressources humaines avantageuse en termes de congé parental puisque Spotify et IKEA ont déjà introduit des mesures similaires, mais à une échelle plus restreinte.

## Prévisions de croissance pour les pays nordiques



Source : FMI, prévisions d'automne (octobre 2020).

|                         | Danemark |      | Finlande |      | Norvège |      | Suède |      | Islande |      |
|-------------------------|----------|------|----------|------|---------|------|-------|------|---------|------|
| PIB                     | 2021     | 2022 | 2021     | 2022 | 2021    | 2022 | 2021  | 2022 | 2021    | 2022 |
| Gouvernement            | 2,8      | 3,1  | 2,5      | 2,0  | 4,4     | -    | 3,0   | 3,7  | 3,9     | 3,1  |
| Banque centrale         | 1,4      | -    | 2,6      | 2,7  | 3,8     | 3,4  | 3,0   | 3,9  | 2,5     | 5,1  |
| Institut stat./conj**** | 1,4      | -    | 3,0      | 2,4  | 4,4     | 3,7  | 3,2   | 3,5  | 3,9     | 3,1  |
| Commission*             | 2,9      | 3,6  | 2,8      | 2,0  | 2,8     | -    | 2,7   | 4,0  | 3,1     | -    |
| FMI**                   | 3,5      | 2,5  | 3,6      | 2,0  | 3,9     | 4    | 3,5   | 2,9  | 4,1     | 2,7  |
| OCDE***                 | 1,8      | 2,5  | 1,5      | 1,8  | 3,2     | 1,6  | 3,3   | 3,3  | 3,0     | 3,2  |
| SEB (02/2021)           | 3,0      | 4,5  | 2,8      | 2,5  | 3,4     | 2,8  | 2,8   | 4,8  | -       | -    |
| Nordea (01/2021)        | 2,5      | 3,5  | 3,0      | 2,0  | 2,7     | 4,3  | 4,0   | 3,0  | -       | -    |
| Danske Bank (01/2021)   | 2,3      | 3,4  | 2,2      | 2,8  | 3,7     | 3,4  | 3,4   | 2,6  | -       | -    |

Source :

\* Prévisions d'hiver (février 2021)

\*\* World Economic Outlook (octobre 2020)

\*\*\* Perspectives économiques (décembre 2020)

\*\*\*\* Suède : Konjunkturinstitutet (KI), Danemark : Conseil des Sages, Norvège : SSB, Finlande : ETLA, Islande : Statice

Code couleur des mises à jour :

**En gras** : mise à jour sans changement

**En rouge** : dégradation

**En vert** : amélioration

## Autres indicateurs macroéconomiques

|                       | Danemark |      | Finlande |      | Norvège |      | Suède |      | Islande |       |
|-----------------------|----------|------|----------|------|---------|------|-------|------|---------|-------|
|                       | 2021     | 2022 | 2021     | 2022 | 2021    | 2022 | 2021  | 2022 | 2021    | 2022  |
| <b>Déficit public</b> |          |      |          |      |         |      |       |      |         |       |
| Gouvernement          | -1,3     | -1,5 | -5,2     | -3,3 | -2,9    | -    | -3,6  | -1,1 | -9,7    | -7,3  |
| Commission*           | -2,5     | -1,9 | -4,8     | -3,4 | 7,8     | -    | -2,5  | -1,4 | -9,2    | -     |
| FMI**                 | -3,0     | -1,5 | -4,1     | -2,6 | 2,0     | 4,1  | -2,0  | -1,5 | -7,0    | -5,9  |
| OCDE***               | -2,9     | -1,8 | -5,1     | -3,7 | 1,8     | 2,2  | -3,8  | -2,3 | -13,0   | -11,2 |

|                       | Danemark |      | Finlande |      | Norvège |      | Suède |      | Islande |      |
|-----------------------|----------|------|----------|------|---------|------|-------|------|---------|------|
|                       | 2021     | 2022 | 2021     | 2022 | 2021    | 2022 | 2021  | 2022 | 2021    | 2022 |
| <b>Dette publique</b> |          |      |          |      |         |      |       |      |         |      |
| Gouvernement          | 40,9     | 41,5 | 71,4     | 72,5 | -       | -    | 40,8  | 39,0 | 57,5    | 62,2 |
| Commission*           | 41,1     | 40,9 | 71,8     | 72,5 | 43,7    | -    | 40,5  | 40,3 | 67,3    | -    |
| FMI**                 | 39,3     | 42,6 | 68,6     | 69,1 | 40,0    | 40,0 | 41,7  | 41,4 | 52,5    | 52,7 |
| OCDE***               | 40,1     | 40,9 | 68,5     | 72,3 | -       | -    | 38,3  | 38,5 | 90,1    | -    |

|                   | Danemark |      | Finlande |      | Norvège |      | Suède |      | Islande |      |
|-------------------|----------|------|----------|------|---------|------|-------|------|---------|------|
|                   | 2021     | 2022 | 2021     | 2022 | 2021    | 2022 | 2021  | 2022 | 2021    | 2022 |
| <b>Autres</b>     |          |      |          |      |         |      |       |      |         |      |
| Inflation (IPCH)* | 1,2      | 1,3  | 1,2      | 1,2  | 1,8     | -    | 1,3   | 1,1  | 2,8     | -    |
| Cons. privée*     | 4,7      | 2,6  | 3,5      | 3,9  | 3,9     | -    | 3,4   | 3,6  | 2,9     | -    |
| Chômage (BIT)*    | 5,8      | 5,5  | 7,7      | 7,4  | 4,8     | -    | 9,2   | 8,1  | 9,5     | -    |

Source :

\* *Prévisions d'hiver* (février 2020) - Commission

\*\* *World Economic Outlook* (octobre 2020)

\*\*\* *Perspectives économiques* (décembre 2020)

\*\*\*\* Suède : *Konjunkturinstitutet (KI)*, Danemark : *Conseil des Sages*, Norvège : *SSB*, Finlande : *ETLA*, Islande : *Statis*

Code couleur des mises à jour :

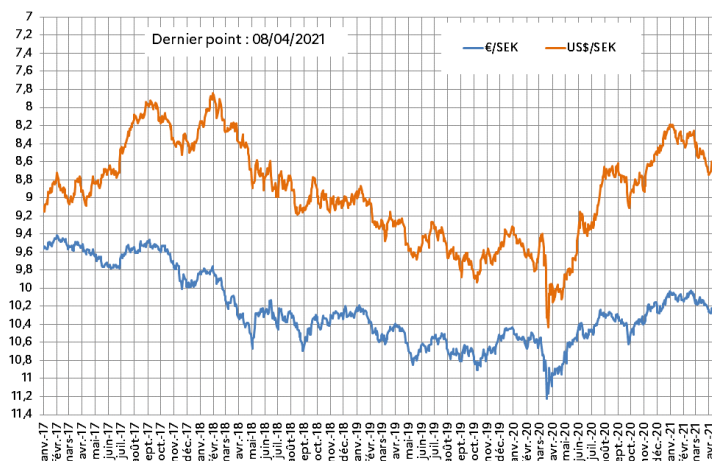
**En gras** : mise à jour sans changement

**En rouge** : dégradation

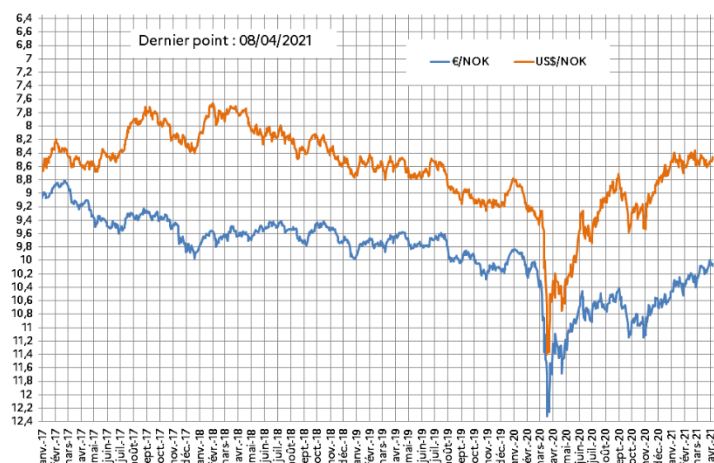
**En vert** : amélioration

## Evolution des taux de change

### Couronne suédoise



### Couronne norvégienne



La direction générale du Trésor est présente dans plus de 100 pays à travers ses Services économiques.  
Pour en savoir plus sur ses missions et ses implantations : [www.tresor.economie.gouv.fr/tresor-international](http://www.tresor.economie.gouv.fr/tresor-international)